

LE FIL ROUGE



prix
libre

SOMMAIRE

- >> Parcoursup : savoir se vendre et avoir un profil « compétitif » ?
- >> Burkina : les luttes populaires continuent contre le régime, le terrorisme et l'impérialisme français
- >> L'Etat policier n'étouffera pas nos colères et nos luttes !

AU LYCÉE, À LA FAC, À L'USINE ET PARTOUT : REFUSONS DE PAYER LA CRISE DU SYSTÈME CAPITALISTE IMPÉRIALISTE

« Pas un jeune sans solution » ? Le gouvernement ne cesse de le rabâcher, mais depuis le début de la crise sanitaire en mars dernier, ceux que Macron a surtout réussi à rassurer ce sont les grandes entreprises et les monopoles : les Airbus, Air France et beaucoup d'autres sur le fait que « l'Etat paiera ». Avec son « plan de relance », l'Etat des patrons continue à verser des milliards aux entreprises pour sauver les profits. Ces milliards ne peuvent pas tomber du ciel, il compte les trouver en faisant une grande pression sur les salaires des ouvriers et des travailleurs, en supprimant des jours de congés, en augmentant le temps de travail... **La jeunesse est particulièrement touchée par ces mesures de casse sociale** avec plus de 700 000 jeunes (étudiants travailleurs, jeunes travailleurs, jeunes diplômés...) qui vont arriver cette année sur le marché du travail au moment où les plans de licenciements sont quotidiens. D'autre part, le taux très élevé de réussite au Bac va entraîner un nombre très important d'étudiants dans le supérieur. Les universités souffrent déjà du manque de moyens, les étudiants étaient déjà dans l'impasse totale pendant le confinement pour suivre les cours et les examens, cette situation à la rentrée ne peut qu'empirer et créer encore plus de chaos.

Parallèlement, le gouvernement développe un discours « anti-jeune » qui vise à les accuser de mettre en danger la santé des plus vieux. Ce discours ne sert qu'à diviser pour pousser encore plus l'exploitation et les politiques de précarité. Le fait est que partout la colère couve : dans les cités populaires, dans les lycées et les facs, chez les jeunes précaires et les jeunes travailleurs destinés à être toujours davantage surexploités, et que le gouvernement s'en inquiète !

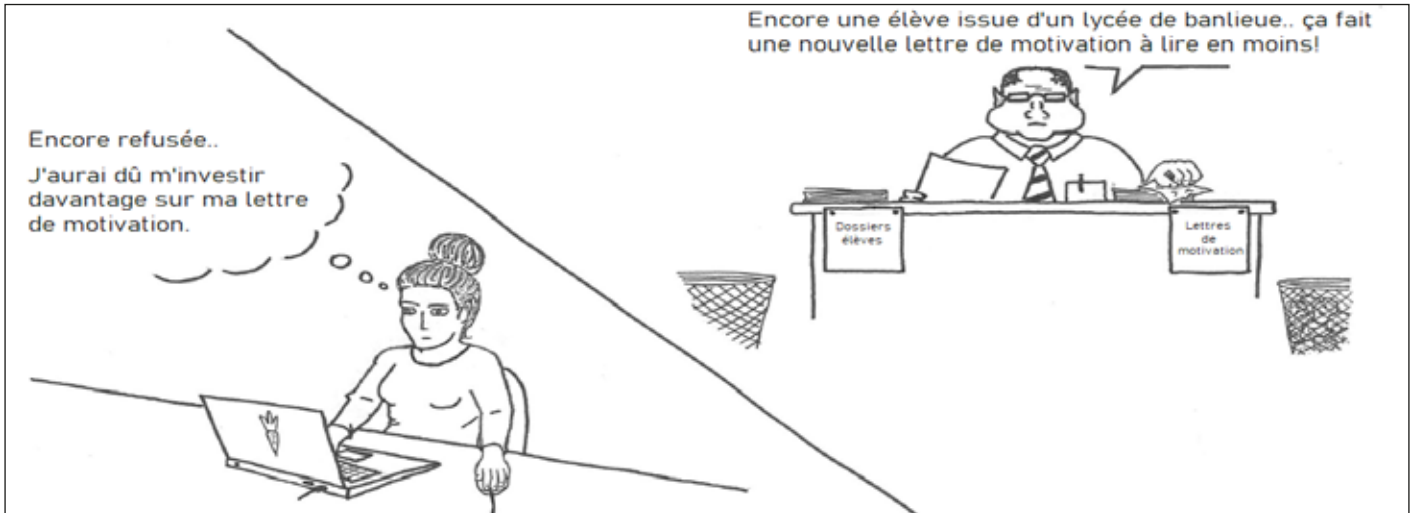
Pendant le confinement, le gouvernement voulait imposer une sorte « d'isolement social » mais ça n'a pas fonctionné. L'UJR avait alors déclaré haut et fort : « L'Etat policier n'étouffera pas nos colères et nos luttes ! ». Rien ne pouvait nous empêcher de dénoncer l'incapacité de l'Etat à gérer cette crise sanitaire, d'accuser Macron et son gouvernement de mettre en danger tous les travailleuses et travailleurs qui soignent, transportent et accompagnent les malades et les personnes en situation de fragilité, de laisser des centaines de milliers d'étudiants qui ne pouvaient plus travailler sans même de quoi manger... ! Et la réalité nous a donné raison.

En juin dernier, la jeunesse n'a pas attendu l'autorisation du gouvernement pour sortir dans les rues contre les violences policières et le racisme et pour demander justice pour Adama et toutes les autres victimes de ces violences. Les violences et l'impunité policières, la restriction des libertés démocratiques et le renforcement du contrôle social sont toujours d'actualité.

Aujourd'hui plus que jamais, nous continuons à combattre la politique de division que le gouvernement veut imposer contre les travailleurs et travailleuses jeunes et moins jeunes, au lycée à la fac à l'usine, dans les quartiers populaires... **Partout refusons de faire les frais de cette crise qu'ils veulent nous faire payer : celle d'un système pourri avec lequel nous voulons finir.** Un combat révolutionnaire, anticapitaliste et anti-impérialiste que nous partageons avec la jeunesse d'Afrique, d'Amérique latine, des Antilles, des Etats-Unis et de tous les peuples opprimés.

Parcoursup

SAVOIR SE VENDRE ET AVOIR UN PROFIL « COMPÉTITIF » ?



Le nouveau système de sélection à l'université, Parcoursup, instauré depuis deux ans et qui remplace l'ancienne plateforme APB (Admission Post Bac) n'est pas un simple remplacement technique. Les discussions autour du Parcoursup pendant le dernier camp d'été ont souligné la dimension idéologique de ce dispositif qui oblige les étudiants à rédiger des lettres de motivation pour chaque établissement du supérieur. Concrètement, ces lettres sont rarement lues par les enseignants mais elles révèlent une sorte de conditionnement idéologique pour préparer la jeunesse au marché du travail – à être de plus en plus compétitive et savoir se vendre...

UN ÉTUDIANT MILITANT DE L'UJR TÉMOIGNE :

Ma promotion fut la deuxième à expérimenter le système d'affectation post-bac Parcoursup. Dès la rentrée, nous avons compris que l'enjeu principal de cette année scolaire serait non pas d'avoir notre baccalauréat mais d'obtenir notre affectation post-bac via Parcoursup. En effet, les professeurs nous ont tout de suite prévenus que Parcoursup avait été mis en place dans le seul et unique but de gérer la pénurie de places disponibles dans le supérieur.

UNE LETTRE DE MOTIVATION POUR CHAQUE ÉTABLISSEMENT !

Cette plateforme s'est ouverte du 22 janvier au 12 mars, il m'a fallu choisir jusqu'à dix vœux maximum non hiérarchisés. Par la suite, du 13 mars au 2 avril, ce fut la phase de confirmation des vœux. Il m'a fallu inscrire sur Parcoursup l'ensemble de mes résultats et bulletins scolaires de la classe de première jusqu'au second trimestre de la terminale, avec l'ensemble de mes activités extrascolaires (centres

d'intérêts, activités sportives, culturelles, associatives...). L'objectif : réaliser un CV que le logiciel nomme de manière très mielleuse « fiche avenir ». Enfin, lorsque l'on doit confirmer un vœu, il est systématiquement demandé de réaliser une lettre de motivation de 1 000 caractères maximum, et ce, pour chaque établissement du supérieur, sachant que les critères de sélection des établissements nous sont inconnus !

UNE ATMOSPHÈRE HAUTEMENT ANXIOGÈNE D'INCERTITUDE ET DE COMPÉTITION

Enfin, lorsque mes vœux furent confirmés, j'ai attendu jusqu'au 19 mai, jour où les résultats sont tombés. J'étais accepté pour certains vœux, et en liste d'attente pour d'autres. J'ai ainsi attendu 5 jours sur la liste d'attente de Sciences Po Bordeaux avant d'y être finalement admis. Parcoursup était terminé pour moi, mais pas pour certains de mes amis qui ont dû attendre encore avant de remonter sur les listes d'attente et de pouvoir être acceptés dans l'école de leur choix. Ce qui implique un certain temps avant de pouvoir chercher un logement acceptable et financièrement abordable. D'autres de mes connaissances se sont même retrouvées sans aucun vœu validé. La phase d'admission a duré au maximum pour certains jusqu'au 17 juillet.

En bref, Parcoursup, c'est la sélection, sociale et géographique portée à son paroxysme. L'objectif est de nous habituer à subir une atmosphère hautement anxieuse d'incertitude et de compétition, de nous apprendre constamment à savoir nous vendre, montrer que l'on vaut mieux que son voisin pour atteindre les plus hautes sphères de la société, et ainsi, être prêt le jour venu à faire preuve de compétitivité sur le marché du travail.

Burkina Faso

LES LUTTES POPULAIRES CONTINUENT CONTRE LE RÉGIME, LE TERRORISME ET L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Après avoir refusé de laisser confiner leurs revendications dans la pandémie de la Covid 19, pas plus qu'ils ne les ont laissé taire sous prétexte de lutter contre le terrorisme, le peuple burkinabè et sa jeunesse poursuivent courageusement leur combat dans un contexte particulièrement complexe et trouble, pour un changement véritable au Burkina Faso.

Avec son podcast et son diaporama, l'UJR affirme un engagement et une solidarité concrètes pour mieux faire connaître à la jeunesse d'ici des combats qui, bien qu'à des milliers de kilomètres, nous unissent pour lutter contre un ennemi commun : le système capitaliste-impérialiste.

POLITIQUES ANTISOCIALES, ANTIPOPULAIRES ET TERRORISME

L'application depuis plusieurs décennies de politiques antisociales et antipopulaires comme les PAS devenus PNDES aujourd'hui et qui engendrent vie chère, pauvreté, précarisation, faim et grand banditisme ; la culture du régionalisme, la division clientéliste et électoraliste du territoire, le pillage des ressources naturelles, le pillage du foncier dans la campagne, les vols et détournements de parcelles dans les villes et zones urbaines, l'impunité des crimes de sang et de crimes économiques, etc., ont servi de terreau fertile au développement du terrorisme djihadiste dans notre pays.

En effet, selon les experts, les terroristes recrutent parmi les populations des zones les plus pauvres, délaissées et où se développent en outre les conflits fonciers et communautaires. C'est le cas des zones les plus touchées par le terrorisme djihadiste, zones où les grands bandits sont recrutés comme chefs militaires terroristes.

De plus, Blaise Compaoré qui était l'homme de main de l'impérialisme français dans la sous région ouest-africaine a introduit le Burkina Faso dans les réseaux mafieux et terroristes. Il était celui qui servait de contact avec les réseaux terroristes et a donné gîtes et demeures aux terroristes au Burkina Faso.

C'est le contexte de développement du terrorisme djihadiste au Burkina Faso depuis janvier 2016 face à une armée néocoloniale formatée par l'impérialisme français et juste outillée pour réprimer les contestations populaires tout en étant « inefficace » pour faire face aux attaques terroristes djihadistes et défendre le territoire. Au lieu de s'attaquer aux réelles causes du terrorisme, celui-ci est utilisé par le régime au pouvoir soutenu par l'impérialisme français pour semer le chaos et faire taire les contestations populaires par la répression tout en servant d'alibi à l'occupation de notre pays.

Il s'agit également pour le pouvoir et l'impérialisme français de punir notre peuple pour avoir fait l'insurrection populaire de 2014 qui a chassé Blaise Compaoré, et combattre tout esprit insurrectionnel et révolutionnaire. C'est ce qui justifie la criminalisation de l'insurrection à travers la relecture du code pénal et les velléités de poursuites contre les insurgés. C'est aussi pourquoi des leaders et organisations authentiques de défense des intérêts des travailleurs, des jeunes et des populations sont stigmatisés comme étant des terroristes et cela avec le soutien sans faille de l'impérialisme français.

Dans ce contexte, le confinement a servi de « tremplin » au pouvoir MPP fascisant pour appliquer des mesures anti-sociales tels que l'IUTS sur les primes et indemnités, les licenciements et affectations arbitraires. Pourtant, la pandémie de la covid19 a montré la faillite du pouvoir néocolonial du MPP et celle de l'impérialisme sur tous les plans, et pleinement justifié les revendications des travailleurs de la santé, de l'éducation et celles des masses populaires contre la vie chère, contre la précarité et la faim.

LE PEUPLE BURKINABÈ REFUSE DE CONFINER SES REVENDICATIONS

Déterminés à se battre pour la liberté, la justice sociale et contre le terrorisme d'état et celui djihadiste qui se nourrissent mutuellement, les masses populaires et la jeunesse combative du Burkina refusent de laisser confiner leurs revendications légitimes, pas plus qu'ils ne laissent taire leur esprit révolutionnaire sous prétexte de combattre le terrorisme.

Outre les travailleurs du secteur informel qui ont donné du ton à travers diverses manifestations à l'annonce des mesures de confinement sans aucune prise en considération de leur situation précaire, la réaction du monde du travail ne s'est pas faite attendre après la fin du confinement. Ainsi, après le meeting national du 4 juillet, les travailleurs de plus de 50 structures syndicales ont appelé à la grève des 8 et 9 juillet: une réussite totale sur toute l'étendue du territoire national.

Les travailleurs, étudiants, jeunes et femmes développent de puissantes luttes sous diverses formes dans tous les secteurs d'activités aujourd'hui (éducation, santé, paysannerie, transports, fonciers, justice, administration, mines) Ils poursuivent avec détermination la lutte contre l'impunité des crimes de sang et des crimes économiques, contre la précarisation, l'insécurité, le terrorisme, contre l'impérialisme principalement français et pour un changement révolutionnaire en leur faveur.

... suite page 4

Burkina Faso - Les luttes populaires continuent...

suite de la page 3

La jeunesse révolutionnaire poursuit la lutte contre le régime, le terrorisme et l'impérialisme français

Dans ce contexte, l'ODJ, tout en développant des initiatives pour apprendre aux populations à se protéger contre la covid19 (fabrication de savon liquide) et faire face aux conséquences des attaques terroristes dans certaines localités (formation au développement d'activités génératrices de revenus pour les femmes), poursuit courageusement son combat d'éveil de conscience de la jeunesse burkinabè pour sa participation victorieuse à la lutte du peuple burkinabè pour la liberté et pour une justice sociale.

Pour l'ODJ, la lutte contre le terrorisme djihadiste est liée à la lutte contre les politiques anti-sociales et antipopulaires, à la lutte contre la fascisation du pouvoir (menaces de mort, développement d'escadrons de la mort, assassinats ciblés), contre la vie chère, la précarité, la famine, la culture du régionalisme, la division clientéliste du territoire, l'électorisme et pour un changement révolutionnaire en faveur du peuple burkinabè.

Un militant de l'ODJ

MPP = Mouvement du peuple pour le progrès (partir au pouvoir actuellement au Burkina Faso).

ODJ = Organisation Démocratique de la Jeunesse.

PAS = Programme d'ajustement structurel.

PNDES = Plan national de développement économique et social

L'ÉTAT POLICIER N'ÉTOUFFERA PAS NOS COLÈRES ET NOS LUTTES !

Dès le mois de mai, sans se préoccuper de savoir si les rassemblements étaient autorisés ou non, nous sommes des milliers de jeunes et moins jeunes à manifester notre colère contre les violences et l'impunité policières, le racisme et les discriminations.

Pour essayer de calmer la colère, Castaner a annoncé que des techniques d'interpellation comme les clés d'étranglement, l'appui sur la nuque ou le cou seront interdites. Il envisage de les remplacer par des taser, une arme de 4^{ème} catégorie qui peut tuer ! Une chose est sûre : quelle que soit la technique d'interpellation, le problème ne se résume à pas cette question. Il est avant tout dans la logique même de la répression et des violences policières, notamment contre la jeunesse populaire !

George, Adama et tous les autres

Nous sommes solidaires des centaines de milliers de personnes qui se sont soulevés aux États-Unis contre le meurtre de George Floyd, malgré l'état d'urgence et le couvre-feu, les tirs massifs de balles en caoutchouc, les centaines de blessés et d'arrestations.

En France aussi la liste est longue, de jeunes mais pas seulement, qui ont perdu la vie lors de contrôles ou d'arrestations et qui, comme Adama et tant d'autres, attendent toujours justice.

Contre un système avec toujours plus d'inégalités, d'injustices sociale, de répression !

La crise sanitaire a encore accentué toutes les injustices sociales. Dans nos quartiers, le chômage, la pauvreté explosent. Jeunes travailleurs, jeunes précaire, jeunes étudiants ou lycéens, nous nous retrouvons dans des situations de plus en plus difficiles. On a devant nous un système capable de sortir des milliards pour sauver les banques et les entreprises, relancer les profits, financer les guerres impérialistes, mais qui est incapable de permettre à tous les jeunes d'étudier, de se loger, de se soigner, de travailler sans être surexploités. C'est le même système qui engendre l'état policier qui mutilé, viole et tue les habitant.e.s des quartiers populaires. Un État qui réprime les soignants, les travailleurs, les ouvriers et les couches populaires lorsqu'ils revendiquent leurs droits.

Le même état policier qui a tué Adama et mutilé la main de Maxime à Notre-Dame-des-Landes et qui a mis à genoux les lycéens à Mantes-la-Jolie. Violences policières, racisme, répression et guerres impérialistes font partie du même système capitaliste impérialiste.

L'Union des Jeunes Révolutionnaires le crie haut et fort : de ce système là on n'en veut, pas on la combat ! Pas de justice, pas de paix sociale !

**POUR NOUS
CONTACTER**

UJR France



contact@ujr-fr.org



ujr-fr.org

Retrouvez les échos du camp d'été de l'UJR sur notre site

Retrouvez aussi nos podcasts :

- *Echos du Burkina Faso : une jeunesse en lutte !* -Les 3 épisodes sur [Spotify](#), [Soundcloud](#) et [Youtube](#)- Le [podcast du 1^{er} mai 2020](#) : *Personne ne confinera la voix de la jeunesse populaire en lutte !*